

Enfants à la rue : une rentrée particulièrement dramatique !

**Mercredi 18 octobre à 17h : conférence de presse
pour dénoncer la situation des enfants à la rue,
parc Paul Mistral, devant la vasque des JO.**

Cette rentrée est terrible pour un nombre inédit d'élèves et leurs familles : à la rue car expulsé.e.s de leurs lieux de vie ou sans proposition d'hébergement, dans des squats et bidonvilles ou hébergé.e.s chez des tiers dans des conditions totalement indignes, dans des centres d'hébergement insalubres et indécents, inadaptés à leurs besoins et loin de tout... Leur précarité est extrême, et les difficultés de scolarisation sont en conséquence.

Le nombre d'enfants à la rue au niveau national est encore en augmentation contrairement aux promesses de « zéro enfant à la rue » du gouvernement. Comme l'ont dénoncé Unicef France, la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) et le Collectif des Associations Unies à la veille de la rentrée, 2323 enfants dormant à la rue ont été recensés le 28 août soit 40% de plus qu'à la veille de la rentrée précédente. La région Auvergne-Rhône Alpes est particulièrement touchée (en deuxième position concernant le nombre d'enfants à la rue). Ces chiffres sont de plus largement sous-estimés car ils ne prennent pas en compte les familles qui, faute de proposition, n'appellent plus le 115, celles vivant dans des bidonvilles ou en squats pas plus que les mineur.e.s non accompagné.e.s.

Dans l'agglomération grenobloise, nous savons qu'au moins 400 enfants ne bénéficient pas d'un hébergement stable (mais vivent à la rue, en squat, bidonville, hébergé.e.s chez des tiers) dont 230 sur la seule ville de Grenoble recensé.e.s au début du mois de juillet 2023.

La liste des écoles et collèges (15 déjà dans l'agglomération !) où nous ont été signalé.es des familles et jeunes à la rue ou menacés de l'être prochainement est déjà trop longue pour les énumérer. Mais l'inhumanité de ces situations est violemment évidente et remet en cause les droits fondamentaux à un toit, à une éducation dans des conditions correctes et à la protection de l'enfance.

Nous, « coordination des écoles occupées et des collectifs mobilisés dans l'agglomération grenobloise autour des élèves sans toit » dénonçons cette situation inadmissible due à l'inaction des institutions (Préfecture, Département, Éducation nationale, mairies, Métro) et refusons la banalisation de la situation des enfants et élèves à la rue. Nous appelons les personnels de l'Éducation Nationale et les parents d'élèves à poursuivre et amplifier la mobilisation collective pour rendre visible la situation et mettre la pression sur les institutions pour obtenir de toute urgence des hébergements. Nous exigeons des moyens pour l'hébergement d'urgence, le logement et la réquisition des logements vides.

Pas un·e élève, pas une famille, personne ne doit rester à la rue !

Nous occuperons les écoles tant qu'il le faudra !

La coordination des écoles occupées et des collectifs mobilisés dans l'agglomération grenobloise autour des élèves sans toit soutenue par RESF, le DAL, la FCPE et l'intersyndicale "Enfants migrant.e.s à l'école" (SUD, FSU, CNT)

